

4. L'autorité de régulation nationale surveille la mise en œuvre des engagements offerts par les entreprises qu'elle a rendu contraignants en vertu du paragraphe 2, et étudie leur prolongation à l'expiration de la période pour laquelle ils ont été initialement offerts.

Article 77

Entreprises séparées verticalement

1. Une autorité de régulation nationale qui désigne une entreprise absente de tout marché de détail des services de communications électroniques comme puissante sur un ou plusieurs marchés de gros conformément à l'article 65 examine si ladite entreprise possède les caractéristiques suivantes:

- a) toutes les sociétés et entités économiques au sein de l'entreprise, y compris toutes les sociétés qui sont contrôlées mais pas nécessairement détenues intégralement par le(s) même(s) propriétaire(s) ultime(s), ont uniquement des activités, présentes et planifiées, sur des marchés de gros des services de communications électroniques, et n'ont donc pas d'activités sur un quelconque marché de détail des services de communications électroniques fournis aux utilisateurs finaux dans l'Union;
- b) l'entreprise n'a pas d'accord exclusif, ou d'accord équivalent de fait à un accord exclusif, avec une entreprise unique et distincte opérant en aval, qui soit active sur un quelconque marché de détail des services de communications électroniques fournis à des utilisateurs finaux privés ou commerciaux.

2. Si l'autorité de régulation nationale conclut que les conditions prévues au paragraphe 1, points a) et b) du présent article sont remplies, elle peut uniquement imposer à l'entreprise concernée des obligations au titre des articles 70 ou 71.

3. L'autorité de régulation nationale réexamine les obligations imposées à l'entreprise au titre du présent article à n'importe quel moment si elle conclut que les conditions prévues au paragraphe 1, points a) et b) du présent article ne sont plus remplies, et applique s'il y a lieu les articles 65 à 72.

4. L'autorité de régulation nationale réexamine également les obligations imposées à l'entreprise au titre du présent article si, sur la base des preuves concernant les conditions offertes par l'entreprise à ses clients en aval, l'autorité conclut que sont survenus, au détriment des utilisateurs finaux, des problèmes de concurrence qui requièrent l'imposition d'une ou plusieurs obligations prévues aux articles 67, 68, 69 ou 72, ou la modification des obligations imposées en vertu du paragraphe 2.

5. L'imposition d'obligations et leur réexamen au titre du présent article sont mis en œuvre conformément aux procédures visées aux articles 23, 32 et 33.

Article 78

Migration à partir de l'infrastructure historique

1. Les entreprises qui ont été désignées comme puissantes sur un ou plusieurs marchés pertinents conformément à l'article 65 informent l'autorité de régulation nationale, au préalable et en temps utile, quand elles prévoient de déclasser des parties du réseau, y compris l'infrastructure historique nécessaire à l'exploitation d'un réseau cuivre, qui sont soumises à des obligations au titre des articles 66 à 77.